

Le saviez vous ?
NOUS VOUS PRÊTONS
 quand vous avez tout investi dans le stock.

Jusqu'à **80%** de la valeur du stock

Durée jusqu'à 1 an renouvelable

BANK OF AFRICA
 BMCE GROUP

www.boctogo.com

www.journal-lemedium.com

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
 Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0665 du 12 au 18 Août 2025- Prix : 250 F CFA

DEVELOPPEMENT - RENFORCEMENT DES SYSTEMES STATISTIQUES - 32EME SESSION DE L'AFRISTAT :

EDUCATION :

72,63 % AU BAC 2, SIGNE FORT DES RÉFORMES DANS LE SECTEUR P.4




SANDRA ABLAMBA JOHNSON, P.3

L'EXCELLENTE PILOTE DES TRAVAUX

CORIS BANK INTERNATIONAL

PRÊT SCOLAIRE
LA RENTRÉE SCOLAIRE SANS STRESS
 DISPONIBLE EN 24H

JUSQU'À 5 MOIS DE SALAIRE
 0%
 1^{ER} JUILLET AU 31 OCTOBRE 2025

REMBOURSABLE SUR 12 MOIS



<https://tego.corisbank.com>

EDITO

LAISSER
COULER...

Dans la vie, il faut savoir raison garder et laisser couler le fleuve. Ce n'est toujours pas facile de vouloir faire ce vide en soi et de ne pas se faire trop de bile, de laisser faire. Or, comme le pense si bien l'acteur Anthony Hopkins, il nous faut : " Laisser partir les gens qui ne sont pas prêts à t'aimer. C'est la chose la plus difficile que tu auras à faire dans ta vie et ce sera aussi le plus important ".

Nous devons arrêter d'avoir des conversations difficiles avec des gens qui ne veulent pas changer. Cessez d'apparaître pour les personnes qui ne nous intéressent pas.

C'est vrai que notre instinct est de faire tout ce qui est possible pour gagner l'appréciation de ceux qui nous entourent, mais c'est un élan qui vole notre temps, notre énergie, notre santé mentale et physique.

Quand nous commençons à nous battre pour une vie avec joie, intérêt et engagement, tout le monde ne sera pas prêt à nous suivre à cet endroit.

Crédo TETTEH

BOA-TOGO :

L'AVANCE SUR STOCK, UN CRÉDIT À COURT TERME
POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES LOCALES

BANK OF AFRICA - TOGO met à disposition des entreprises disposant d'un stock de matières premières ou de produits finis, une possibilité de bénéficier d'un crédit à court terme, et surtout dans le besoin de liquidités. Ceci pour faire face à des besoins de trésorerie urgents.

L'Avance sur Stock se veut ainsi un levier stratégique pour soutenir la continuité de l'activité, en particulier dans les secteurs à forte saisonnalité. C'est une solution pensée pour les PME/PMI par BOA - TOGO poursuivant son engagement en faveur du développement du tissu économique local en mettant en avant une solution de financement adaptée : l'Avance sur Stock.

Ce produit très intéressant et salvateur pour les entreprises, intervient qu'après avoir tout investi dans le stock, les petites et moyennes entreprises doivent faire face à la gestion de trésorerie. Pour ce faire, BANK OF AFRICA -

TOGO prête jusqu'à 80% de la valeur des investissements pour maintenir les activités à flot.

Il faut préciser que cette offre

s'adresse particulièrement aux commerçants de quincaillerie, pièces de rechange, produits phytosanitaires, aux producteurs de biens

manufacturés, aux importateurs de taille moyenne ou petite et plus largement, à toute entreprise disposant d'un stock mobilisable.

Avec ce produit de BOA - TOGO, les postulants bénéficieront d'une souplesse de financement rapide et adaptée à leurs besoins, d'une préservation de trésorerie tout en assurant la continuité de ses activités, d'une meilleure autonomie financière pour saisir les opportunités du marché, d'une sécurité d'approvisionnement et une réduction des coûts liés au stockage et d'un soutien concret face aux fluctuations saisonnières de ses activités.

Très investi aux côtés des entreprises togolaises, BANK OF AFRICA - TOGO croit fortement en l'énergie et en la résilience des entrepreneurs togolais. Et l'Avance sur Stock s'inscrit dans sa volonté d'être un partenaire durable du développement des entreprises locales, en leur offrant des solutions innovantes et accessibles.

Crédo TETTEH

COMMERCE TRANSFRONTALIER À PETITE ECHELLE :

Un levier puissant de développement économique et social

En juillet dernier, le Togo a accueilli la Caravane de sensibilisation, d'information et de formation sur le commerce frontalier à petite échelle. Initiée par la CEDEAO, l'objectif général de l'édition 2025 est de favoriser le commerce transfrontalier et d'optimiser les opérations des petits commerçants, en renforçant leur connaissance et leur compréhension des réglementations ainsi que des initiatives communautaires connexes.

A travers une série d'activités d'information, la caravane a pour but de sensibiliser et de former les femmes et tous les acteurs concernés par le commerce transfrontalier à petite échelle, le long des corridors reliant les États membres de la CEDEAO. " Ce lancement nous a permis d'acquérir de précieuses connaissances, de mieux comprendre nos droits et devoirs relatifs aux frontières dans l'exercice de notre commerce. Cet enseignement nous permettra désormais de mieux gérer nos activités, et de traverser les frontières avec plus d'efficacité et de sérénité ", a déclaré Chantal KPELEMIA, la représentante des commerçantes transfrontalières à petite échelle du Togo.

Au ministère du commerce, on informe que le commerce transfrontalier à petite échelle représente aujourd'hui près de la moitié des échanges commerciaux intra-africains, et constitue le principal revenu de subsistance pour des milliers de femmes et de jeunes engagés dans ce domaine. Au

Togo, les femmes contribuent à plus de 50% du PIB et sont majoritaires dans le secteur informel. Elles occupent une part significative dans le volume des activités commerciales.

Dans ce cadre, le gouvernement togolais a engagé des réformes : Togo Trade Portal, pour un accès numérique à l'information commerciale ; réduction des documents d'exportation à fournir ; guichet unique SEGUCE, pour simplifier les formalités douanières ; mécanisme d'Alerte aux Obstacles au Commerce (MAOC), pour signaler et résoudre les difficultés ; accompagnement ciblé des PME, notamment féminines, pour leur intégration aux chaînes de valeur régionales.

Pour les autorités, le commerce transfrontalier à petite échelle est un levier puissant de développement économique et social. Il concerne principalement les femmes et les jeunes filles, qui y trouvent une source de revenu et de dignité. Dans les marchés, sur les routes, aux frontières, les femmes sont au cœur des flux économiques informels. " Soutenir les commerçantes transfrontalières, c'est investir dans la cohésion régionale, la paix dans la sous-région et dans un modèle de développement inclusif et durable, des valeurs chères au Président du Conseil, SEM Faure Essozimna GNASSINGBE ", a indiqué la ministre de l'action sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme lors du lancement de la caravane à Lomé. Elle a formulé le vœu que cette campagne permette de mesu-



Sandra OULATE FATTO, Directrice CCDG

rer le chemin parcouru, de réaffirmer les engagements des Etats, et surtout, d'ouvrir de nouvelles perspectives pour ces femmes courageuses, résilientes et battantes, qui portent les économies des Etats.

En effet, le Centre de la CEDEAO pour le Développement du Genre (CCDG)-Dakar relève que toutes ces transactions aux frontières contribuent fortement à la génération de richesses, à la création d'emplois, à la réduction de la pauvreté et à la sécurité alimentaire au sein des ménages vu la densité et de l'intensité des flux commerciaux qui s'y déroulent. " Cette campagne d'information et de sensibilisation des commerçantes transfrontalières à petite échelle représente une étape majeure dans les efforts collectifs pour soutenir et renforcer l'autonomisation économique de ces femmes ", a déclaré Sandra OULATE FATTO, Directrice du CCDG. Elle a précisé que cette initiative va contribuer à bâtir des pôles écono-

miques durables, à renforcer l'autonomisation des femmes, et à promouvoir une intégration régionale inclusive et prospère.

Il est à noter que l'édition 2025 de la campagne servira également de plateforme de retour d'expérience, afin de recueillir des informations précieuses auprès des femmes et des parties prenantes ayant participé aux éditions antérieures. Réalisée avec le soutien du Gouvernement togolais, à travers le Ministère de l'Action sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la Femme, cette initiative a permis aux revendeuses de produits agricoles, de denrées alimentaires, de produits agro-industriels transformés et aux prestataires de services, qui traversent quotidiennement les frontières, d'approfondir leur compréhension des textes communautaires, des instruments d'intégration régionale, ainsi que des mécanismes de protection de leurs droits dans l'exercice de leurs activités.

Koudjoukabalou



Récépissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

23Rue Formatec, Agoè-Cacavéli

01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur Général :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Publication :

ALI SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Crédit Photos : KEKERE Razak

Impression : Saint Louis

Tirage : 2.500 exemplaires

Logistique : Dodo Abalo (90 97 52 56)

DEVELOPPEMENT - RENFORCEMENT DES SYSTEMES STATISTIQUES - 32EME SESSION DE L'AFRISTAT :

SANDRA ABLAMBA JOHNSON, L'EXCELLENTE PILOTE DES TRAVAUX

Telle une pilote de ligne, Sandra Ablamba Johnson, ministre, Secrétaire général de la Présidence du Conseil, a piloté les travaux de la 32^e session ordinaire du Conseil des ministres de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT). C'était au nom de Faure E. Gnassingbé, Président du Conseil, le 07 août 2025 par visioconférence avec la participation des ministres et représentants des États membres et des banques centrales. Le Togo assurant depuis 2024, la présidence du Conseil des ministres de cette organisation intergouvernementale regroupant 22 pays de l'Afrique subsaharienne.

Par Crédo TETTEH

Exprimant sa gratitude aux États membres pour la confiance faite au Togo pour présider le Conseil des ministres de l'AFRISTAT, Sandra Ablamba Johnson a souligné les contributions louables des États membres qui ont permis d'enregistrer des avancées notables pour l'organisation. " Je saisis cette occasion pour vous exprimer ma gratitude pour la confiance faite en notre cher pays le Togo en le désignant pour présider le Conseil des ministres de l'AFRISTAT sur la période de janvier 2024 à décembre 2025 et pour votre soutien constant et vos contributions louables qui nous ont permis d'enregistrer des avancées notables même si des défis restent à relever " a-t-elle affirmé.

Une opportunité également pour la pilote des programmes de développement de relever l'importance de l'AFRISTAT pour le renforcement des systèmes statistiques permettant le pilotage des actions de développement des États membres et d'évoquer les difficultés auxquelles cette institution fait face, tout en exhortant les États membres à poursuivre les efforts pour le paiement de leurs contributions aux fonds AFRISTAT.

" Point n'est besoin de démontrer l'importance de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) pour le renforcement des systèmes statistiques et le pilotage des actions de développement de nos pays respectifs. En effet, au-delà de son assistance technique traditionnelle, l'Observatoire constitue un important acteur pour la



Sandra Ablamba Johnson (milieu) dirigeant les travaux de la 32^e session de l'AFRISTAT coordination statistique et la mobilisation des ressources multiformes pour nos systèmes statistiques nationaux et sous régionaux. Son rôle de promotion des outils et des méthodes de production statistique harmonisées qu'utilisent nos statisticiens contribue à rehausser la crédibilité de nos données statistiques vis-à-vis de nos partenaires au développement nationaux et internationaux", a poursuivi la Secrétaire Générale de la Présidence du Conseil, Sandra A. Johnson.

Des rapports de mise en œuvre des Plans d'action 2023 et 2024 de l'AFRISTAT

Les ministres et représentants des États membres et des banques centrales participants aux travaux de la session, ont avec attention et pris acte des rapports de mise en œuvre des Plans d'action 2023 et 2024 de

l'AFRISTAT ainsi que des décisions de la 31^e session du Conseil des ministres et de la situation du paiement des contributions des États membres aux fonds AFRISTAT sur les périodes 2006-2015 et 2016-2025.

Le Conseil des ministres de l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT), a adopté la proposition de répartition du fonds AFRISTAT sur la période 2026-2035 dont la contribution attendue des États membres s'élève à douze milliards cinq cent deux millions (12 502 000 000) de francs CFA et élu la Guinée Equatoriale à la présidence du Conseil pour la période de janvier 2026 à décembre 2027.

Une série de résolutions adoptées au cours de la 32^e session de l'AFRISTAT

Notons que quatre résolutions ont été également adoptées. La

première autorise le Président du Conseil des ministres à convoquer la prochaine réunion à une date et à un lieu de son choix, contrairement à la tenue des sessions du conseil en marge de la réunion des ministres des finances des pays de la zone franc.

La deuxième résolution adoptée transforme le " Conseil scientifique " en " Comité scientifique " pour plus d'efficacité, alors que la troisième résolution fixe la procédure et les délais pour l'adoption du projet de révision du Traité portant création de l'AFRISTAT ; le Traité initial date de 1993 et nécessite une réforme pour s'adapter à l'évolution du contexte.

La dernière résolution adoptée au cours de cette 32^e session de l'AFRISTAT entérine la nomination de Monsieur EDI Serges de nationalité ivoirienne, en qualité de Directeur général adjoint de l'institution pour la période 2026-2029.

AFRISTAT, une organisation internationale

Organisation internationale, AFRISTAT a été créée par un traité signé le 21 septembre 1993 à Abidjan par les pays africains membres de la Zone Franc. Elle a pour objectif de contribuer au développement des statistiques économiques, sociales et environnementales dans les États membres. AFRISTAT comprend

vingt-deux (22) États membres à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Cap-Vert, la Centrafrique, les Iles Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Djibouti, le Gabon, la Guinée, la Guinée Bissau, la Guinée Equatoriale, le Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sao Tomé-et Príncipe, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

Que fait AFRISTAT ?

D'une manière générale, AFRISTAT œuvre pour le développement de la Statistique dans les pays membres de cette institution.

Cette action se traduit par des appuis ponctuels que l'Observatoire apporte aux pays membres et même à d'autres pays africains. Ces appuis couvrent divers domaines : organisation et gestion des systèmes statistiques, comptabilité nationale et macro-économie, prix et enquêtes sur les dépenses des ménages, suivi du secteur informel, statistiques agricoles, traitement des données, diffusion des données statistiques, etc. Il organise aussi des ateliers régionaux ou sous régionaux traitant des thèmes d'intérêt commun.

AFRISTAT intervient également dans les domaines de la collecte, du traitement, de l'analyse et de la diffusion de l'information socio-économique.

EDUCATION :

72,63 % au BAC 2, signe fort des réformes dans le secteur

Bientôt, une nouvelle année scolaire. Les autorités du secteur de l'éducation ne ménagent aucun effort pour mettre à disposition de meilleures conditions d'étude pour les élèves et leurs enseignants. L'objectif est d'obtenir des résultats qui satisfont les parties prenantes : les élèves, les parents d'élèves et les autorités. L'exemple de l'année écoulée peut être cité, surtout au niveau des résultats du Baccalauréat 2^e partie.

En effet, le pays a enregistré un taux de réussite de 72,63 % au baccalauréat deuxième partie (BAC II) en 2025, un bond de près de 30 points par rapport à l'année précédente. Pour les autorités, ce succès n'est pas du au hasard. " Il est le fruit d'un ensemble de réformes méthodiquement mises en place par les autorités éducatives, d'un contexte scolaire plus apaisé et de leviers pédagogiques mieux pensés ", confie-t-on au ministère des enseignements primaire et secondaire.

En 2025, ce ne sont pas moins de 100 303 candidats qui se sont présentés aux épreuves



Le ministre Dodzi Kokoroko

du BAC II, contre environ 70 000 un an plus tôt. Ce dynamisme est d'autant plus remarquable que la performance globale n'a pas chuté malgré cette montée en flèche du nombre d'élèves. Au contraire. Ce regain d'effectif s'explique aussi par la forte proportion de redoublants (près de 53 % des candidats), dont l'expérience a certainement joué un rôle moteur dans la réussite. Ces élèves, aguerris par une première tentative, sont souvent mieux préparés, tant sur le plan mental que méthodologique.

Une année stable, des candidats mieux encadrés

L'un des grands secrets de cette réussite réside dans la stabilité du calendrier scolaire. L'année 2024-2025 n'a pas connu de perturbations majeures : ni grèves prolongées, ni crises sanitaires ou logistiques. Ce calme a offert aux élèves un environnement propice à l'apprentissage et aux enseignants une marge suffisante pour mener à bien leurs programmes. Le baccalauréat blanc, désormais généralisé à tous les établissements du pays par les autorités, a également permis aux apprenants de s'entraîner dans des conditions quasi identiques à celles de l'examen réel. Il a été un outil de simulation stratégique, un premier plongeon dans le grand bain pour beaucoup.

Par ailleurs, le ministère a reconduit des mesures pédagogiques et organisationnelles qui font leurs preuves, notamment les congés de détente, répartis sur l'année scolaire. Ces pauses bien pensées offrent aux élèves le temps de souffler, de revoir leurs leçons ou de renforcer leurs acquis via les cours de

Suite à la page 4

Zozo

PROJET E-ID TOGO : LA PRÉFECTURE D'AGOË-NYIVÉ À L'HONNEUR DES CE 20 AOÛT



Dans le cadre du projet e-ID Togo, appuyé par la Banque mondiale à travers le programme WURI (West Africa Unique Identification for Regional Integration and Inclusion), visant à établir un registre national fiable et sécurisé, fondé sur des données biométriques et démographiques, le Togo a lancé, en octobre 2023, une phase pilote d'enregistrement biométrique.

Après la région des Savanes et la préfecture du Golfe courant février et mai dernier, les enregistrements de masse se poursuivent, compter du 20 août prochain, dans la préfecture d'Agôè-Nyivé.

L'annonce a été faite par l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED). Les opérations conduites par l'Agence nationale d'identification (ANID), visent à établir un registre national fiable et sécurisé, fondé sur des données biométriques et démographiques. Notons que le projet d'identification nationale biométrique dénommé "e-ID Togo" a pour objectif "d'attribuer à toute personne physique de nationalité togolaise ou résidant au Togo un numéro d'identification unique (NIU) sur la base de ses données démographiques et biométriques", souligne l'autorité.

Ces données, ainsi que les NIU, vont permettre de mettre en place une "base de données centrale, sécurisée et fiable qui servira de référence pour la vérification de l'identité des bénéficiaires de services publics, privés ou sociaux". L'opérationnalisation du projet "e-ID Togo" intervient dans le contexte des engagements pris par le Président du Conseil, Faure Gnassingbé, durant la campagne présidentielle, et constitue un signal fort de sa volonté et de son engagement à poursuivre la politique d'inclusion socio-économique et financière pour le développement du pays.

@macite.tg

RENOUVELLEMENT DES BOURSES 2025-2026 : LES ÉTUDIANTS BOURSIERS DE L'ÉTRANGER DEVRONT SOUMETTRE LEURS DOSSIERS



Au titre de l'année universitaire 2025-2026, les étudiants boursiers de l'étranger, éligibles au renouvellement de la bourse, devront transmettre leurs dossiers à la Direction des Bourses et stages (DBS). L'annonce a été faite, le jeudi 7 août dernier, via un communiqué du ministère de l'Enseignement supérieur, Kanka-Malick Natchaba.

Cette mesure, il faut le souligner, concerne aussi bien les boursiers du gouvernement togolais et ceux de la coopération. Les soumissions vont s'effectuer en ligne jusqu'au vendredi 17 octobre 2025, dernier délai de rigueur, indique le communiqué.

Par ailleurs, précise ledit communiqué, "tout refus délibéré de satisfaire à cette demande entraîne la suspension, voire la suppression de la bourse".

@macite.tg

CONSOMMATION :

Hausse de 1,1% du niveau général des prix en juillet 2025 (évolution trimestrielle)

Selon l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques (INSEED), en juillet 2025, la baisse de prix de certains produits des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,2%) et "Transport" (-2,5%), a entraîné la descente de 1,0% du niveau de l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) par rapport à son niveau de juillet 2024. Cependant, le niveau de l'indice a progressé pour les divisions de consommation "Restaurants et services d'hébergement" (+4,9%) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+4,2%).

Sur le trimestre, le niveau général des prix en juillet 2025 a connu une hausse de 1,1%. Cette augmentation est principalement due à la progression des indices des divisions de consommation "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+4,6%) ; "Restaurants et services d'hébergement" (+2,9%) et "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+1,8%). Toutefois la division de consommation "Information et communication" (-3,3%) a tiré l'indice vers le bas.

Au regard des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la hausse du niveau général des prix en variation trimestrielle est à mettre à l'actif de l'augmentation des prix des "Produits frais" (+1,8%) ; des produits "Hors produits frais et hors énergie" (+0,5%) et des produits de l'"énergie" (+4,0%).

S'agissant de la provenance, cette variation trimestrielle s'explique par l'augmentation de prix des produits locaux (+1,8%) ralentie par la baisse des prix des produits "Importé" (-0,6%). La progression de prix des produits du secteur "primaire" (+3,0%) ; "Tertiaire" (+1,0%) et "Secondaire" (+0,5%) a contribué à la hausse trimestrielle du niveau général des prix.

Du point de vue de la durabilité,



Des tomates rondes

la hausse du niveau général des prix en évolution trimestrielle est principalement induite par la progression du niveau des prix des produits "Non durables" (+1,5%) et des "services" (+1,0%). Par rapport à l'origine, la progression trimestrielle s'explique essentiellement par la hausse des prix des produits d'"Origine UEMOA" (+1,6%). Pour ce mois de juillet 2025, le taux d'inflation, calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois au niveau national, s'est établi à 1,5% contre 1,9% le mois précédent.

Comparativement à la situation de juin 2025 (évolution mensuelle), le niveau général des prix connaît une diminution de 1,0%. Cette baisse est due à la descente du niveau des indices des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-2,8%) ; "Information et communication" (-3,2%) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (-0,2%). La baisse de l'indice global est cependant ralentie par l'augmentation du niveau de l'indice de la division de consommation "Restaurants et services d'hébergement" (+0,5%).

Sur le mois, les plus fortes baisses

Le recul du niveau des indices observés en juillet 2025 est imputable à la baisse du prix des produits suivants : "Tomates rondes (pommes) locales" (-36,2%) ; "Tomates ovales locales" (-34,7%) ; "Ignames pour fofou (karachi)" (-

4,7%) ; "Tomates rondes (pommes) importées" (-28,9%) ; "Ignames" (-5,7%) ; "Tomates ovales importées" (-31,2%) ; "Gombo frais" (-16,9%) ; "Manioc frais (agbéli)" (-24,1%) ; "Salade verte locale (laitue)" (-39,1%) ; "Gboma" (-11,2%) ; "Maïs blanc séché en grains crus vendus au grand bol" (-9,3%) ; "Piment vert (gboyébessé)" (-32,4%) ; "Frais de mouture de maïs" (-3,1%) ; "Oranges ordinaires" (-13,2%) ; "Valeur unitaire des données" (-9,6%) ; "Charbon de bois" (-1,3%).

A contrario, les produits qui ont fait grimper le niveau général des prix en juillet 2025 sont : "Plat de fufu + sauce poisson" (+8,4%) ; "Plat de fufu + sauce viande" (+7,3%) ; "Plat de riz-haricot (ayimolou)" (+6,2%) et "Plat de hokoumé + sauce poisson (1 plat)" (+4,8%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu une baisse de 0,3% sur le plan national. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors produits frais) a également connu une baisse de 0,3%. Au regard de la provenance, les prix des produits "locaux" ont connu une baisse de 1,3%.

Du point de vue de la classification sectorielle, la baisse du niveau général des prix est due à celle des prix des produits du secteur "Primaire" (-5,6%) et "Tertiaire" (-0,5%) atténué par les prix des produits du secteur "Secondaire" (+0,4%). Pour ce qui est de la dura-

bilité, la baisse observée provient essentiellement de la diminution des prix des produits "Non durables" (-1,8%) et des "Services" (-0,5%). Par rapport à l'origine, la baisse mensuelle s'explique par la diminution des prix des produits d'"Origine UEMOA" (-1,4%).

Evolution annuelle

En juillet 2025, l'IHPC au Togo s'est établi à 105,0. Ce niveau d'indice, comparé à la situation de juillet 2024 (glissement annuel) a régressé de 1,1%. Cette variation s'explique par l'effet de la baisse observée au niveau de l'indice des divisions de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (-1,2%) et "Transport" (-2,5%). La baisse a été amortie par la hausse de l'indice des divisions de consommation "Restaurants et services d'hébergement" (+4,9%) et "Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles" (+4,2%).

Du point de vue des nomenclatures secondaires et par rapport à l'état des produits, la baisse du niveau général des prix en glissement annuel est à mettre à l'actif de la diminution des prix des "Produits frais" (-4,7%) amortie par la hausse de prix des produits de l'"Énergie" (+2,8%). Au regard de la provenance, cette variation annuelle s'explique par la diminution de prix des produits "Importé" (-1,9%) et locaux (-0,3%).

La régression des prix des produits des secteurs "secondaire" (-1,2%) et "primaire" (-1,6%) a contribué à la baisse annuelle du niveau général des prix. Du point de vue de la durabilité, la baisse du niveau général des prix en évolution annuelle est principalement induite par la régression du niveau des prix des produits "Non durables" (-0,5%) amortie par la hausse du prix des "Services" (+1,2%). Par rapport à l'origine, la régression annuelle s'explique principalement par la baisse des prix des produits d'"Origine hors UEMOA" (-1,0%).

Koudjoukabalou

EDUCATION :

72,63 % au BAC 2, signe fort des réformes dans le secteur

Suite de la page 3

soutien.

Filles, séries et orientation stratégique

Dans le détail, 43,3 % des candidats étaient des filles, témoignant d'une féminisation croissante de la population scolaire au cycle terminal. La série A4 (littéraire) reste la plus prisée avec 45 377 inscrits, talonnée de près par la série D (scientifique), forte de 41 059 candidats. Des chiffres qui confirment une tendance classique, mais que les autorités

veulent progressivement rééquilibrer.

En effet, dans la perspective d'un développement économique structurant, le gouvernement mise davantage sur les filières scientifiques, techniques et professionnelles. L'objectif est d'orienter les jeunes vers les secteurs porteurs d'avenir (ingénierie, technologie, médecine, etc.) et de répondre aux besoins d'un Togo tourné vers l'innovation et l'industrialisation.

Réformes à long terme et

volonté politique

Derrière cette performance, il faut aussi souligner la vision stratégique du gouvernement togolais en matière d'éducation. Inscrites dans la Feuille de route 2020-2025, les actions entreprises visent à renforcer la qualité de l'enseignement, la motivation des enseignants, ainsi que la performance globale du système scolaire.

Cette politique éducative s'appuie également sur des leviers structurels comme la dotation des établissements en manuels et

outils pédagogiques, l'augmentation du personnel enseignant et la digitalisation progressive de certains aspects de la gestion scolaire. Fort de ce taux de réussite, le défi pour les années à venir sera de maintenir cette dynamique, voire de l'amplifier. Cela passera par une consolidation des acquis, une extension des réformes dans les zones les plus enclavées, et un accompagnement rigoureux des nouveaux bacheliers vers l'enseignement supérieur ou la formation professionnelle.

Ali SAMBA

SANTÉ : Les professionnels demande un coup de fouet aux réformes

Les syndicats et les organisations corporatistes du secteur de la santé ont eu deux réunions importantes ce 05 août 2025 à la maison de la santé, autour d'un objectif commun : " impulser une nouvelle dynamique à la réforme sanitaire au Togo".

Les professionnels de la santé se sont réunis pour plancher sur les réformes inachevées et les revendications persistantes des acteurs syndicaux, réunis autour du SYNPHOT et d'autres structures professionnelles. Ils ont tenu deux rencontres stratégiques ce mardi à Lomé. Au cours de ces deux réunions, trois mots reviennent souvent : l'unité, la cohésion et la détermination. Ils ont décidé unanimement de reprendre en main le destin collectif.

Plusieurs motifs ont sous-tendu ces deux rencontres.

Pour Dr Gilbert Tsolenyanu, porte-parole du collectif, il y a une série de problèmes qui ont poussés à ces rencontres. " Il s'agit notamment du concours de recrutement dont les résultats se font toujours attendre, de l'absorption complète

des contractuels des budgets autonomes, mais aussi de la nécessité d'opérationnaliser la Convention collective sectorielle et de finaliser les ordres paramédicaux ", a-t-il déclaré. Cette rencontre a permis de dresser un état des lieux sans concession et d'amorcer des engagements concrets pour sortir d'une forme d'inertie institutionnelle. Pour les syndicats, il est temps de franchir un cap décisif dans la modernisation du système de santé du Togo.

Ces deux rencontres s'inscrivent donc dans une logique de refondation globale. À la fois sur le plan administratif, déontologique et social. " La modernisation est en marche et c'est ensemble que nous allons garantir la réussite de la Couverture Santé Universelle ", a précisé le Dr Tsolenyanu.

Les débats étaient houleux autour de la création des ordres paramédicaux, dont l'absence continue de retarder la structuration éthique et professionnelle du secteur. " C'est un sujet qui cristallise les passions, car il s'agit de définir les corporations, leurs attributions et leur champ d'ac-



Dr Gilbert Tsolenyanu

tion. Mais cette réforme est indispensable. Notre pays ne peut plus rester à la traîne pendant que les autres avancent " a expliqué le Dr Gilbert Tsolenyanu.

En marge de ces deux cruciales réunions, les syndicats ont dénoncé la non-application de certains arrêtés ministériels, notamment celui relatif au code vestimentaire dans les structures de santé, une mesure pourtant essentielle pour permettre une identification claire des professionnels et lutter contre les imposteurs infiltrés dans les hôpitaux.

Lors de ces échanges, les syndicalistes ont affiché un réel désir de

se réapproprier leur pouvoir d'action. " Nous avons décidé de prendre le pouvoir, excusez-moi l'expression. Cela signifie que désormais, tout recrutement d'agent de santé passera obligatoirement par les structures ordinales et corporatives compétentes. Nous allons aussi exiger que tous les professionnels s'inscrivent dans leurs associations et syndicats respectifs", ont-ils déclaré.

Les praticiens hospitaliers veulent donc rompre avec l'immobilisme et chercher désormais leurs propres outils et leurs propres voix.

Dodo Abalo

ASSURANCE MALADIE UNIVERSELLE :

Priorité aux plus vulnérables

Longtemps marginalisées, les populations démunies sont désormais au cœur d'une dynamique de transformation sociale inédite. En misant sur l'extension de la protection sanitaire, le Togo change progressivement la vie de millions de ses citoyens. De la mise en œuvre de l'assurance maladie universelle (AMU) aux programmes ciblés pour les femmes enceintes et les élèves, les chiffres parlent d'eux-mêmes et dessinent les contours d'une nouvelle ère de solidarité nationale.

Tout commence vraiment en 2021, lorsque le Togo adopte une loi instaurant une couverture maladie universelle, avec un objectif clair : atteindre 60 % de couverture d'ici 2025. Trois ans plus tard, cette ambition est en passe d'être réalisée. En mars 2025, ce sont près de 2,4 millions de personnes qui sont effectivement couvertes par l'AMU, soit environ un tiers de la population. Un bond impressionnant, quand on sait qu'ils n'étaient encore que 800 000 bénéficiaires en juillet 2024. Cette montée en puissance illustre une volonté politique affirmée et une capacité de mise en œuvre accélérée.

Une grande capacité d'intervention

L'AMU offre une prise en charge étendue : consultations, médicaments essentiels, hospitalisa-

tions, ainsi que des soins maternels et infantiles. La césarienne, par exemple, est quasi totalement subventionnée par l'État. Une mesure qui sauve des vies, dans un pays où la mortalité maternelle reste un défi.

L'initiative est d'autant plus remarquable qu'elle s'accompagne d'un effort sans précédent pour moderniser les infrastructures de santé : en 2024, plus de 200 nouveaux centres de santé ont été construits et 300 autres réhabilités, grâce à un financement estimé à 70 milliards de francs CFA, mobilisé notamment auprès de la Banque mondiale. En parallèle, 5 centres mère-enfant sont en cours de construction à Lomé dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Cette logique d'inclusion sociale se décline également à travers des programmes spécifiques. Le plus emblématique reste sans doute School Assur, devenu School AMU en octobre 2024. Lancé en 2017, ce programme gratuit assure les élèves des établissements publics contre la maladie et les accidents. Il leur garantit une prise en charge dans les centres de santé publics pour les consultations, analyses, frais pharmaceutiques, hospitalisations, et offre même des indemnités en cas d'invalidité. L'intégration de ce programme dans l'AMU permet désormais d'harmoniser la couverture santé des jeunes et d'étendre davantage



Une séance de campagne médicale foraine

le filet social.

Les campagnes foraines

La stratégie togolaise consiste aussi au déploiement des campagnes médicales foraines dans les zones rurales, où l'accès aux soins est souvent un luxe. En juillet 2024, l'une de ces campagnes, organisée à Kara, a permis de prendre en charge gratuitement plus de 5 600 personnes, grâce à des consultations, des dépistages, des médicaments gratuits et des sensibilisations ciblées. Ces actions ne se contentent pas de soigner ; elles collectent aussi des données cruciales sur l'état de santé des populations éloignées des structures médicales, permettant d'orienter les politiques publiques de manière plus précise.

La prise en charge des femmes enceintes fait aussi l'objet d'un traitement prioritaire. En plus de la subvention des frais de césarienne, des programmes de gratuité des soins prénataux et des transferts monétaires sont déployés dans les communautés vulnérables. Ces aides financières, modestes mais vitales, contri-

buent à réduire la mortalité maternelle et infantile, et à renforcer la confiance des populations envers le système de santé.

Pour assurer la durabilité de l'assurance maladie universelle, un séminaire stratégique national s'est tenu en novembre 2024 à Kpalimé. Il a permis de poser les bases d'une gouvernance plus inclusive. L'une des priorités reste l'élargissement de la couverture aux travailleurs informels et aux agriculteurs, qui représentent une part majeure de l'économie togolaise, mais restent encore largement en dehors du système formel de protection sociale.

L'impact de ces politiques sur les populations togolaises est tangible. Pour des milliers de familles, il n'est plus nécessaire de choisir entre se soigner et manger. La santé n'est plus un privilège réservé aux salariés du secteur formel. Grâce à ces efforts, l'État togolais réussit là où beaucoup de pays africains peinent encore : construire un système de solidarité efficace, soutenable et étendu, sans sacrifier les équilibres budgétaires.

La Rédaction

Zozo

VISITE DE TRAVAIL DU PRÉSIDENT DE LA SIERRA LEONE AU TOGO



Le Président de la République de Sierra Leone, Julius Maada Bio, Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao), a effectué vendredi 08 août une visite officielle au Togo. Ce déplacement, initié par le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations bilatérales et de la consolidation de l'intégration sous-régionale au sein de l'espace communautaire.

Au cours de leur entretien en tête-à-tête au Palais de la Présidence, les deux dirigeants ont planché sur plusieurs sujets d'intérêt commun, et réaffirmé leur volonté de dynamiser la coopération notamment dans les domaines politique, économique, portuaire, logistique, sécuritaire, au bénéfice des peuples togolais et sierra-léonais. Une commission mixte de coopération sera d'ailleurs créée dans ce sens, afin d'assurer le suivi des projets bilatéraux et de poser les fondements juridiques du partenariat.

Sur le plan régional, Faure Gnassingbé et Julius Maada Bio ont évoqué les questions de libre circulation des biens et des personnes, la paix et la sécurité avec les défis persistants du terrorisme et de l'extrémisme violent, et l'urgence d'une coopération renforcée. Le Président sierra-léonais s'est par ailleurs félicité de la médiation confiée par l'Union Africaine au dirigeant togolais, pour la résolution de la crise dans l'Est de la RDC.

Ces dernières années, les échanges et consultations régulières se sont intensifiées entre Lomé et Freetown, sous l'impulsion de leurs dirigeants respectifs.

Source : @Republiquetogolaise.com

ARMÉE DE L'AIR : LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR PROMU GÉNÉRAL DE BRIGADE AÉRIENNE



Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, chef suprême des armées, a officiellement élevé le vendredi 08 août via un décret, le colonel Agnidoufey Mamah, au grade de Général de brigade aérienne. Officier supérieur des Forces armées togolaises (FAT), Agnidoufey Mamah est l'actuel chef d'état-major de l'armée de l'air depuis sa prise de fonction en mars 2023.

" Cette promotion traduit la confiance placée en son leadership et en ses compétences militaires, ainsi que son rôle stratégique dans la modernisation de notre outil de défense ", a commenté le ministre des armées.

Source : @Republiquetogolaise.com

FÊTES TRADITIONNELLES : LE PEUPLE EWÉ DU ZIO A CÉLÉBRÉ AYIZA



Les populations de la préfecture de Zio ont célébré le week-end écoulé, l'apothéose de la 53ème édition de leur fête traditionnelle "Ayiza" ou la fête du Haricot. Les festivités, placées sous le thème : " Tous ensemble pour un Zio plus uni, résilient et prospère ", ont connu la présence du président de l'Assemblée nationale, fils du Zio, et des membres du gouvernement le samedi 9 août à Tsévié.

Moment de convivialité et de valorisation du terroir, la fête Ayiza symbolise aussi la gratitude des populations pour les récoltes et les bénédictions reçues au cours de l'année. Elle est organisée pour commémorer l'exode du peuple Ewé et l'importance de la culture du haricot dans le Zio.

" La tradition et la culture sont de véritables leviers de développement pour nos communautés. Nous devons tout mettre en œuvre pour sauvegarder et protéger ces valeurs qui participent à notre identité collective. Leur valorisation contribue non seulement à l'essor économique du pays, mais aussi au rayonnement de sa diversité culturelle ", a souligné Lidi Bessi-Kama, ministre des Sports et des Loisirs, représentant le gouvernement à la manifestation.

Source : @Republiquetogolaise.com



L'utilisation des timbres physiques pour les différentes formalités administratives au sein de l'Office Togolais des Recettes sera suspendue à compter du 31 janvier 2025.

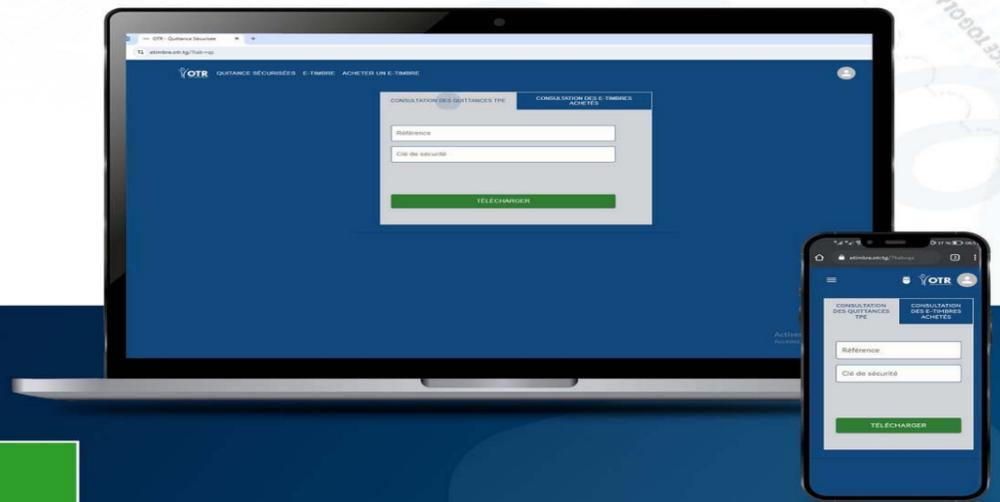
Achetez désormais vos timbres fiscaux électroniques :

- en ligne sur la plateforme

etimbre.otr.tg

- aux caisses de l'OTR
- sur les bornes de paiement électroniques installées dans les bureaux de l'Office

e**timbre**
fiscal



8201

POUR TOUTES
INFORMATIONS



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg



Soyez vigilants,
ne vous faites
pas avoir !

Pour toutes les ventes aux enchères en cours à l'OTR, **il est interdit :**

- de s'inscrire via whatsApp,
- de payer de frais via mobile money (Yas ou Moov money)



8201

POUR TOUTES
INFORMATIONS



Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

PRÊT SCOLAIRE
**LA RENTRÉE SCOLAIRE
SANS STRESS**
DISPONIBLE EN 24H



JUSQU'À 5 MOIS
DE SALAIRE

TAUX
0%

1^{ER} JUILLET AU
31 OCTOBRE 2025



La Banque Autrement

<https://togo.coris.bank>



Le saviez
vous ?

**NOUS VOUS
PRÊTONS**

quand vous avez tout
investi dans le stock.

Jusqu'à
80%
de la valeur
du stock

Durée
jusqu'à 1 an
renouvelable



BANK OF AFRICA

BMCE GROUP 

  | www.boatogo.com